

Burundi : la contestation ne faiblit pas et risque de pourrissement politique

@rib News, 23/05/2015 – Source AFP Burundi : les manifestants tiennent tête à Nkurunziza, la tension monte dangereusement. Au terme d'une nouvelle semaine de manifestations, marquée par toujours plus de répression, et une alarmante escalade de la violence, Bujumbura connaissait samedi une trêve, déclarée par les leaders du mouvement anti-troisième mandat, qui ont entamé un "dialogue" avec le gouvernement. Le centre-ville de la capitale burundaise était tranquille et peu fréquenté, avec quelques magasins ouverts et de rares policiers assis nonchalamment aux carrefours et ronds-points.

Ce calme contrastait avec les scènes sanglantes de la veille au soir - trois personnes ont été tuées et une quarantaine blessées par l'explosion d'au moins deux grenades jetées dans la foule à proximité de l'ancien marché central. Les auteurs de l'attaque, qui ont pu prendre la fuite et dont on ignore l'identité, ont visé un endroit très fréquenté, et voulaient faire le maximum de victimes, selon la police. Cette attaque - première du genre - contribue encore un peu plus à instaurer un climat d'instabilité et d'angoisse dans la capitale, qui connaît depuis fin avril un vaste mouvement de contestation populaire contre le président Pierre Nkurunziza, qui est candidat à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin. Des manifestations ont lieu quasi-quotidiennement, accompagnées de nombreux heurts avec la police, et sont souvent violentes, avec près de vingt-cinq morts en quatre semaines, et des scènes de guérilla urbaine. La police fait désormais un large usage de ses armes à feu pour disperser les manifestants, faisant craindre à chaque affrontement un drapage sanglant. Malgré les menaces du pouvoir, le coup d'Etat manqué, la répression de la police... les manifestants sont toujours là. La contestation populaire a pris racine dans les quartiers, où la population soutient au quotidien les jeunes qui affrontent la police, organise le ravitaillement, surveille l'arrivée des policiers et les infiltrations de prêtres Imbonerakure, membres de la ligue de jeunesse du parti Cnnd-Fdd au pouvoir. -

Pourrissement - C'est le pire des scénarios qui semble en train de se réaliser, celui du pourrissement politique. Avec toujours plus d'incidents qui rappellent par bien des aspects le spectre des années de la sanglante guerre civile entre la majorité hutu et la minorité tutsi (1993-2006). De l'avis de tous les observateurs, le conflit n'est pas ethnique mais politique. Certains extrémistes pourraient néanmoins être tentés de jouer la carte de l'ethnisme, toujours sensible au Burundi. Et surtout, le blocage reste total entre les deux camps. Les protestataires espèrent faire renoncer M. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, à briguer un troisième mandat lors de la présidentielle du 26 juin. Ils jugent ce mandat anticonstitutionnel et contraire aux accords de réconciliation nationale d'Arusha qui avaient mis fin à la guerre civile. De nombreuses voix se sont élevées dans le pays pour mettre en garde contre les risques d'un troisième mandat, notamment la très influente Eglise catholique, et jusqu'au sein même du parti présidentiel. Le camp Nkurunziza, sorti momentanément renforcé du putsch manqué la semaine dernière, considère cette candidature comme parfaitement légitime. Et ne montre aucun signe de fléchissement. Pour le président, ce mouvement en cours est une insurrection, limitée à "quatre quartiers" de la capitale, ceci alors que "la paix et la sécurité régneront sur 99,9% du territoire". Des manifestations ont aussi été signalées en province, mais de moindre ampleur et plus sporadiques. Depuis la fermeture des principales radios privées (seuls médias indépendants susceptibles de toucher l'ensemble de la population, largement illettrée et très majoritairement rurale), il est difficile de savoir ce qu'il se passe à l'intérieur du pays. Et à l'inverse, les paysans des collines - qui forment l'assise populaire du Cnnd-Fdd - sont très peu informés des événements dans la capitale. Des élections législatives et communales, reportées de dix jours sous la pression internationale, sont censées se tenir le 5 juin, et marqueront le début des élections générales, avant la présidentielle du 26 juin. Beaucoup s'interrogent sur leur déroulement dans le contexte actuel. Jeudi, des manifestants ont brûlé pour la première fois du matériel électoral, en périphérie rurale de la capitale. La vitesse avec laquelle les gens quittent le pays est aussi révélatrice des peurs et des tensions. A ce jour, près de 110.000 Burundais ont trouvé refuge dans les pays voisins, dont 70.000 en Tanzanie. A Bujumbura, les plus aisés mettent leur famille à l'abri à l'étranger. Les leaders du mouvement anti-troisième mandat ont déclaré une trêve des manifestations pendant le week-end. A cette occasion, ils ont annoncé qu'un "nouveau dialogue entre les différentes parties est engagé depuis quelques jours", et demandé "au gouvernement de montrer sa bonne foi en s'abstenant de tirer sur les manifestants". Ces très discrètes négociations, dont on ignore pour l'instant la teneur, se déroulent sous l'égide de l'ONU, de l'Union africaine et des pays de la région. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit vendredi encouragé par ce "dialogue politique".